

CERCLE INTERNATIONAL DE REFLEXIONS STRATEGIQUES

INSTITUT AFRICAIN DE LA REFLEXION STRATEGIQUE



**INSTITUT AFRICAIN DE LA
RÉFLEXION STRATÉGIQUE**

MAKE AFRICA GREAT AND MORE RESILIENT

Geostrategic Paper : Analyse Géopolitique & Stratégique

De Mercator à Equal Earth : quelle nouvelle représentation géostratégique de l'Afrique ?

Hassan Ahmat Djamaladine, Président fondateur (CIRS)

Diplômé de l'IEP de Fontainebleau (France) et élève à l'Ecole nationale d'administration publique (Canada)

&

Mortier Stéphane, Secrétaire général (IARS)

Docteur en sciences de gestion (Paris 1) et diplômé en Politique internationale (Université Libre de Bruxelles)

Date : 25/09/2026

Résumé exécutif	3
De Mercator à Equal Earth : genèse et fondements scientifiques d'une controverse cartographique cinq fois centenaire	4
« Corriger la carte » à l'ONU : la bataille diplomatique pour la représentation cartographique de l'Afrique	6
Une carte ne peut changer le monde : Portée symbolique, limites et scénarios de mise en œuvre de la résolution	7
Conclusion	10

Résumé exécutif

Depuis 1569, la projection de Mercator structure la représentation cartographique dominante du monde. Conçue pour la navigation maritime, elle préserve les angles et permet de tracer des routes à cap constant en ligne droite, mais déforme les superficies en agrandissant les zones proches des pôles. L'Afrique, second continent par la surface (environ 30 millions de km²), y apparaît souvent comparable au Groenland, alors qu'elle est en réalité quatorze à quinze fois plus vaste. Cette distorsion, longtemps banalisée, a nourri une perception minimisée du poids géographique, démographique et stratégique du continent¹.

En 2025, la campagne panafricaine « **Correct the Map** », lancée par **Africa No Filter et Speak Up Africa** et soutenue par l'Union africaine, a placé cette question au cœur de l'agenda diplomatique. Le 4 septembre 2026, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté, à une majorité écrasante de 164 voix contre une (États-Unis) et six abstentions, une résolution portée par le Togo encourageant l'usage de projections à surfaces égales, notamment Equal Earth².

La problématique est claire : le passage de Mercator à **Equal Earth** relève-t-il d'un simple ajustement technique de cartographie, ou constitue-t-il un acte géopolitique de reconquête de la représentation et de la puissance symbolique africaine ?

Cette analyse, dans une perspective institutionnelle et diplomatique, examine successivement les fondements scientifiques de la controverse, la bataille diplomatique menée à l'ONU, puis la portée symbolique, les limites et les scénarios de mise en œuvre de la résolution.

¹ [Bientôt une carte du monde plus fidèle à la réalité? | Radio-Canada](#) (publié le 25/08/2026, consulté le 18/09/2026)

² [U.N. backs new world map showing Africa in true relative size : NPR](#) (publié le 04/09/2026, consulté le 18/09/2026)

De Mercator à Equal Earth : genèse et fondements scientifiques d'une controverse cartographique cinq fois centenaire

Toute projection plane d'une sphère implique des choix et des sacrifices. La projection de Mercator, formalisée en 1569 par le cartographe flamand Gerardus Mercator, privilégie la conservation des angles (projection conforme). Elle fut conçue pour les navigateurs : les loxodromies y apparaissent comme des lignes droites, facilitant le calcul des caps. Ce succès technique explique sa longévité. Pourtant, les distorsions de superficie s'accroissent à mesure que l'on s'éloigne de l'équateur. Les territoires de hautes latitudes (Europe du Nord, Amérique du Nord, Russie, Groenland) sont artificiellement agrandis ; les zones intertropicales, dont l'Afrique, apparaissent proportionnellement réduites³.

Sur une carte de Mercator, le Groenland semble rivaliser avec l'Afrique. En réalité, le continent africain est quatorze à quinze fois plus vaste. L'Afrique peut contenir les États-Unis, la Chine, l'Inde, le Japon, le Mexique et une large part de l'Europe, et il resterait encore de la place. Ces distorsions ne sont pas anodines : elles façonnent les perceptions collectives de la « taille » et, indirectement, de l'importance relative des espaces⁴.

La campagne « **Correct the Map** », lancée en 2025, a formalisé cette critique. Pour ses promoteurs, la minimisation visuelle de l'Afrique constitue l'une des plus grandes campagnes de désinformation cartographique de l'histoire. Elle alimente un récit dans lequel le continent apparaît plus petit, plus périphérique et moins central. Fara Ndiaye (**Speak Up Africa**) et Moky Makura (**Africa No Filter**) insistent : corriger la carte n'est pas seulement une question technique, c'est un acte symbolique de dignité, de justice et de reconstruction narrative⁵.

D'autres projections existent depuis longtemps. La projection de Gall-Peters (ou Peters), popularisée dans les années 1970, préserve les superficies mais déforme fortement les formes, ce qui a limité son adoption. La projection de Mollweide ou celle de Winkel-Tripel cherchent des compromis. Equal Earth, développée en 2018 par Tom Patterson, Bernhard Jenny et Bojan Šavrič, s'inscrit dans la famille des projections équivalentes (à surfaces égales). Elle restitue plus fidèlement les proportions relatives des continents tout en offrant un rendu esthétique plus acceptable pour les usages contemporains.

³ Ibidem

⁴ [Pourquoi l'Afrique demande-t-elle une nouvelle carte du monde ? – franceinfo](#) (publié le 04/09/2026, consulté le 18/09/2026)

⁵ Ibid

Ses concepteurs n'avaient pas anticipé qu'elle deviendrait l'étendard d'une campagne diplomatique continentale⁶. Le relatif échec de Gall-Peters, en dépit de son adoption ponctuelle par certains systèmes éducatifs (les écoles publiques de Boston en 2017), tient précisément à la déformation prononcée des formes qu'elle introduit aux hautes latitudes, jugée inacceptable par une partie de la communauté cartographique ; c'est cette double contrainte, scientifique et esthétique, qu'Equal Earth a cherché à résoudre⁷.

Le 9^e Congrès panafricain de Lomé (décembre 2025) a amplifié le débat. M. Robert Dussey, ministre togolais des Affaires étrangères, y a souligné que « corriger la carte, c'est aussi corriger le regard porté sur l'Afrique et sur son rôle dans le monde ». La représentation biaisée alimente une perception faussée des rapports de puissance et de grandeur⁸.

La controverse n'est donc pas nouvelle. Elle s'inscrit dans une longue histoire de critiques de l'eurocentrisme cartographique, déjà présentes chez les non-alignés ou dans les travaux d'Arno Peters. Ce qui change en 2025-2026, c'est l'articulation entre expertise scientifique, mobilisation de la société civile panafricaine et relais institutionnel de l'Union africaine. La carte cesse d'être un outil purement technique pour devenir un objet de souveraineté cognitive.

Ce basculement peut aussi se lire à la lumière d'une critique plus ancienne de la production cartographique occidentale. Certains auteurs y voient une forme de « violence symbolique », au sens de Pierre Bourdieu, par laquelle un rapport de puissance historique a fini par se présenter comme un simple fait géographique ; d'autres la rattachent à l'orientalisme décrit par Edward Saïd, l'Afrique ayant longtemps été cartographiée comme un espace périphérique, à découvrir et à administrer, plutôt que comme un centre de gravité mondial. Cette lecture renvoie à la Conférence de Berlin (1884-1885), où le tracé des frontières africaines par les puissances européennes illustre déjà l'usage de la carte comme instrument de domination autant que de description⁹.

⁶ Ibidem

⁷ [Equal Earth projection | Wikipedia](#) (consulté le 23/09/2026)

⁸ [Afrique: Une nouvelle carte du continent se dessine à Lomé - allAfrica.com](#) (publié le 11/12/2025, consulté le 18/09/2026)

⁹ [Cartographic Colonialism and the True Size of Africa | The Elephant](#) (publié le 21/01/2026, consulté le 23/09/2026)

« Corriger la carte » à l'ONU : la bataille diplomatique pour la représentation cartographique de l'Afrique

Le 4 septembre 2026, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté la résolution « **Correct the Map** » par 164 voix pour, un contre (États-Unis) et six abstentions. Portée par le Togo au nom du groupe africain et soutenue par l'Union africaine, **la résolution ne bannit pas Mercator et n'impose aucune carte unique**. Elle encourage les gouvernements, les systèmes éducatifs, les organisations internationales, les médias et les plateformes numériques à privilégier des projections à surfaces égales, notamment Equal Earth, lorsque la comparaison des superficies est déterminante. Elle invite également à enseigner les limites inhérentes à toute projection¹⁰.

Le ministre M. Robert Dussey a martelé le fondement de l'initiative : « Les cartes façonnent notre compréhension du monde. Elles guident l'éducation, nourrissent l'imaginaire et influencent les perceptions collectives. » Une carte n'est jamais neutre. Lorsqu'elle déforme, elle risque de perpétuer des représentations erronées transmises de génération en génération. L'objectif n'est pas de condamner Mercator dont l'utilité pour la navigation est reconnue mais de promouvoir une connaissance fondée sur la rigueur scientifique et l'égale dignité des peuples¹¹.

La France a co-parrainé le texte et annoncé l'abandon de la projection de Mercator pour ses cartes officielles, au profit de représentations plus fidèles aux superficies réelles. Cette position contraste avec celle des États-Unis, seul pays à voter contre. Washington a dénoncé un « projet idéologique radical » et des « crustacés » qui s'accrochent au travail de l'institution, détournant l'attention des véritables enjeux de paix et de prospérité. La représentante américaine a estimé que de telles résolutions contribuent à la perte de crédibilité de l'ONU¹².

Ce vote isolé illustre une fracture narrative. Pour les promoteurs africains, la résolution relève de la « justice cognitive » et d'une forme de réparation mémorielle face à une minimisation symbolique séculaire. Pour les États-Unis, elle relève d'une instrumentalisation idéologique. L'Union européenne a soutenu le texte tout en précisant qu'il concernait exclusivement la taille relative des territoires et n'avait aucune incidence sur la souveraineté ou les frontières¹³.

¹⁰ [L'ONU soutient la campagne africaine pour redessiner la carte du monde | ONU Info](#) (publié le 04/09/2026, consulté le 18/09/2026)

¹¹ [Un seul pays à voter contre une nouvelle carte du monde - 20 minutes](#) (publié le 05/09/2026, consulté le 18/09/2026)

¹² Ibidem

¹³ Ibid (1)

La carte du monde apparaît ici comme une arme invisible du *soft power*. Le choix d'une projection, du cadrage, des couleurs ou du centre de la carte oriente la vision du monde. L'instrumentalisation des cartes historique (conférence de Berlin) ou contemporaine (cartes numériques, souveraineté des données) en fait un levier d'influence. En obtenant un consensus quasi unanime, le Togo et l'Union africaine ont transformé une revendication technique en victoire diplomatique symbolique majeure¹⁴.

Cette bataille s'inscrit dans une géopolitique africaine plus large, marquée par la recherche d'une plus grande autonomie narrative et d'un rééquilibrage des représentations Nord-Sud. La victoire de New York ne redessine pas les frontières ; elle redessine le regard.

Une carte ne peut changer le monde : Portée symbolique, limites et scénarios de mise en œuvre de la résolution

La résolution n'est pas juridiquement contraignante. Mercator ne disparaîtra pas des usages de navigation ni de nombreux outils numériques (notamment Web Mercator utilisé par Google Maps). Sa portée est avant tout normative et symbolique : elle donne une légitimité internationale massive à l'idée qu'une carte n'est jamais neutre et que les distorsions de superficie ont des effets cognitifs et politiques¹⁵.

Sur le plan strictement juridique, la résolution relève du droit mou (*soft law*). L'Assemblée générale ne dispose, en vertu de l'article 10 de la Charte des Nations unies, que d'un pouvoir de recommandation dépourvu de force obligatoire ; son adoption à une majorité de 164 voix, aussi large soit-elle, ne suffit pas à elle seule à créer une règle de droit international coutumier. Tout au plus peut-elle, selon la jurisprudence de la Cour internationale de Justice relative à la valeur probatoire des résolutions de l'Assemblée générale, constituer un indice d'une *opinio juris* en formation. Elle ne modifie enfin ni les frontières, ni la souveraineté, ni les délimitations maritimes des États, matières qui demeurent régies par les traités et les règles du droit international applicable¹⁶.

Changer la carte peut-il changer le regard sur l'Afrique ? La question, posée notamment après le vote, dépasse le simple outil géographique. Une représentation plus fidèle de la superficie africaine met en évidence la centralité géographique et démographique du continent, ses ressources, ses terres arables et son potentiel d'infrastructures.

¹⁴ [La carte du monde : arme invisible du Soft Power - Mister Prépa](#) (publié le 28/08/2025, consulté le 18/09/2026)

¹⁵ Ibid (2)

¹⁶ [UN New World Map: Legal Effect of the Equal Earth Resolution | Diplomacy and Law](#) (publié le 05/09/2026, consulté le 23/09/2026)

Elle peut contribuer à corriger une perception longtemps défavorable dans l'éducation, la culture et, indirectement, la diplomatie¹⁷. Pourtant, les limites sont réelles. Une projection équivalente corrige les superficies mais déforme les formes. Aucune carte plane n'est parfaite.

Le basculement dépendra de l'adoption effective par les éditeurs de manuels scolaires, les institutions internationales, les médias et, surtout, les plateformes numériques qui structurent aujourd'hui la géographie vécue. La souveraineté des données et le contrôle des référentiels cartographiques deviennent des enjeux stratégiques¹⁸.

Pour le moment, les principales plateformes numériques n'ont annoncé aucun changement : selon la presse spécialisée, Google ne prévoit pas de modifier la projection par défaut de Google Maps, les applications de navigation reposant sur des projections de type Web Mercator pour préserver la fidélité des angles, condition nécessaire au bon fonctionnement du guidage routier. Le basculement, s'il se confirme, touchera donc vraisemblablement d'abord les manuels scolaires, les supports pédagogiques et les tableaux de bord d'analyse, avant d'atteindre, le cas échéant, les outils de navigation grand public¹⁹.

Le gain diplomatique et symbolique n'est cependant pas uniforme selon les États africains.

Trois pays illustrent des formes différenciées de ce gain. L'Algérie, premier pays d'Afrique et du monde arabe par la superficie (2,38 millions de km²), en tire le bénéfice territorial le plus direct : sous Mercator, elle apparaissait comparable à un pays d'Europe du Sud, alors qu'elle excède désormais visuellement l'ensemble de l'Europe du Sud réunie, un basculement que la presse algérienne a explicitement mobilisé comme argument de politique étrangère, au service de son rôle de pivot sécuritaire et énergétique régional²⁰. La République démocratique du Congo, deuxième pays du continent par la superficie (2,345 millions de km², soit environ quatre fois la France métropolitaine)²¹, cumule ce gain territorial avec un gain stratégique : au moment même où elle négocie l'accès aux minerais critiques (cobalt, lithium, coltan) avec les grandes puissances, une représentation cartographique plus fidèle conforte, en creux, son argument diplomatique sur son poids réel dans les chaînes de valeur mondiales²².

¹⁷ [Changer la carte du monde peut-il changer le regard sur l'Afrique ? | Radio Okapi](#) (publié le 08/09/2026, consulté le 18/09/2026)

¹⁸ [Après le vote de l'ONU, l'Afrique s'attaque enfin aux cartes qui l'ont rapetissée | Afrique Insights](#) (publié le 06/09/2026, consulté le 18/09/2026)

¹⁹ [Will the UN's New World Map Change Google Maps? | Techeconomy](#) (publié le 07/09/2026, consulté le 23/09/2026)

²⁰ [Equal Earth : l'Algérie, cœur d'une nouvelle carte du monde | El Watan](#) (publié le 06/09/2026, consulté le 23/09/2026)

²¹ [Fiche pays RDC | CCI FRANCE CONGO](#) (consulté le 23/09/2026)

²² [Minerais stratégiques : la RDC trace ses lignes rouges face à la concurrence des grandes puissances | mediacongo.net](#) (publié le 09/02/2026, consulté le 23/09/2026)

Le Togo, enfin, ne gagne presque rien en superficie mais concentre l'essentiel du capital diplomatique : en portant seul, au nom du groupe africain, une résolution adoptée à 164 voix contre une, ce petit État de 56 000 km² en retire un dividende de *soft power* sans rapport avec son poids démographique ou économique²³.

Trois scénarios se dessinent.

Dans un scénario d'adoption progressive, les États africains, l'UA et des partenaires (France, institutions onusiennes) intègrent Equal Earth dans les programmes scolaires et les documents officiels. Les grandes plateformes ajustent leurs options d'affichage. La « petite Afrique » au sens géographique, recule progressivement dans les imaginaires.

Dans un scénario de polarisation, le vote américain isole Washington mais freine l'adoption par les acteurs privés dominants. La résolution reste un symbole sans effet structurel sur les usages quotidiens.

Dans un scénario de souveraineté cognitive renforcée, l'Afrique développe ses propres infrastructures de données géographiques, ses écoles de cartographie et ses plateformes, transformant la correction cartographique en levier d'autonomie narrative et de *soft power*²⁴.

La diplomatie d'influence et la maîtrise des narratifs apparaissent ici comme des dimensions centrales de la puissance contemporaine. La carte devient un instrument de *soft power* parmi d'autres, dans un monde où les batailles de perception pèsent autant que les rapports de force matériels²⁵.

²³ [Togo Scores UN Win in Push to Correct Africa's Size on World Maps | Togo First](#) (publié le 06/09/2026, consulté le 23/09/2026)

²⁴ [La Diplomatie d'Influence : Géopolitique du Soft Power](#) (publié le 13/03/2026, consulté le 18/09/2026)

²⁵ Ibidem

Conclusion

Le diagnostic est sans ambiguïté : la projection de Mercator, née d'un besoin navigateur du XVI^e siècle, a produit une distorsion systémique qui a minimisé visuellement l'Afrique pendant cinq siècles. La bataille diplomatique de 2025-2026, culminant dans le vote du 4 septembre 2026 (164 voix pour, un seul contre), constitue une victoire symbolique majeure pour le Togo, l'Union africaine et le continent. La résolution n'est pas contraignante ; elle relève davantage d'une recommandation normative et d'un acte de justice cognitive que d'une obligation.

La question ouverte demeure : ce basculement cartographique peut-il infléchir durablement les rapports de puissance symbolique Nord-Sud, ou restera-t-il un geste de réparation mémorielle sans effet structurel sur la géopolitique réelle du continent ? Peut-être mais à condition de s'inscrire dans une démarche proactive en ce sens.

Voici une ébauche de ce que pourrait être une telle démarche :

- **Révision systématique des manuels scolaires et des programmes éducatifs.** Les États africains, en coordination avec l'UA et les partenaires (France, institutions francophones), devraient intégrer Equal Earth et l'enseignement critique des projections dans les curricula d'ici 2028-2030. Des kits pédagogiques comparatifs (Mercator vs Equal Earth) peuvent accélérer la transition ;
- **Dialogue structuré avec les plateformes numériques.** L'UA et les États membres devraient engager Google, Apple, OpenStreetMap et les éditeurs de GPS pour proposer Equal Earth comme option par défaut ou alternative visible dans les outils grand public et éducatifs. La souveraineté des données géographiques doit être inscrite dans les stratégies numériques continentales ;
- **Rôle des médias et des institutions francophones et africaines.** Les médias publics africains, la Francophonie et les chaînes internationales devraient systématiquement utiliser des projections équivalentes dans leurs reportages et documentaires. Des campagnes de sensibilisation continues, au-delà du vote onusien, sont indispensables ;
- **Production de référentiels africains autonomes.** Soutenir la création ou le renforcement d'institutions cartographiques continentales capables de produire, certifier et diffuser des bases de données géographiques conformes aux projections équivalentes, réduisant la dépendance aux standards exogènes ;
- **Articulation avec les agendas de *soft power* et de souveraineté cognitive.** Intégrer la correction cartographique dans les stratégies plus larges de diplomatie d'influence, de maîtrise des narratifs et de reconstruction des imaginaires collectifs. La carte n'est qu'un levier ; elle doit s'accompagner d'investissements dans l'éducation, la recherche et la production intellectuelle africaine.

Une carte juste ne change pas la géographie du monde. Elle change, progressivement, la manière dont le monde se voit et dont l'Afrique s'y inscrit. La victoire du 4 septembre 2026 ouvre une fenêtre. Sa transformation en basculement durable dépendra de la capacité collective à passer du symbole à la norme.